Artefact

Techniques, histoire et sciences humaines

9 | 2018

Techniques, stratégies et alimentation pour temps de guerre

Alimenter les mineurs en temps de guerre ?

Le cas des charbonnages liégeois (1914-1918)

Feeding the miners during the war? The case of collieries in Liege (1914-1918)

Arnaud Péters

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/artefact/2956>

DOI : 10.4000/artefact.2956

ISSN : 2606-9245

Éditeur :

Association Artefact. Techniques histoire et sciences humaines, Presses universitaires du Midi

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2019

Pagination : 121-140

ISBN : 978-2-8107-0623-5

ISSN : 2273-0753

Référence électronique

Arnaud Péters, « Alimenter les mineurs en temps de guerre ? », *Artefact* [En ligne], 9 | 2018, mis en ligne le 04 mars 2020, consulté le 28 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/artefact/2956> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/artefact.2956>

Artefact, Techniques, histoire et sciences humaines est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Alimenter les mineurs en temps de guerre ?

Le cas des charbonnages liégeois (1914-1918)

Arnaud Péters

Résumé

Durant l'occupation allemande, les charbonnages échappent à l'anéantissement organisé qui touche la plupart des usines du bassin liégeois. Au nom des besoins en charbon, les houillères conservent en effet une part significative de leur production et de leur population ouvrière. Cette contribution entend appréhender les enjeux liés à l'alimentation des ouvriers dans un contexte de pénurie. Parmi les réponses apportées à l'affaiblissement dramatique des mineurs, le développement de « secours extraordinaires de guerre » doit être souligné. Sur les carreaux de mine, des distributions de pain et de soupe s'organisent. Elles se révèlent objets de négociations permanentes entre mineurs, patrons et occupants. Le caractère saccadé de la production de charbon s'explique notamment par les « grèves alimentaires » et illustre la cristallisation des tensions autour de la question alimentaire.

Mots-clés

alimentation, charbonnages, Liège, occupation, pain, pénurie alimentaire, Première Guerre mondiale, soupe

” Arnaud Péters, « Alimenter les mineurs en temps de guerre ? Le cas des charbonnages liégeois (1914-1918) », *Artefact*, 9, 2018, p. 121-140.

Feeding the miners during the war? The case of collieries in Liege (1914-1918)

Abstract

During the German occupation, the coal mines of Liège were not annihilated as planned, like most of the region's factories. Because of the national needs in coal, the collieries have maintained a significant share of their production and kept most of their workers' population. This analysis intends to highlight what was at stake with the workers' food in a context of restrictions. Among the responses to the dramatic weakening of the miners, the development of « extraordinary war-time relief » must be underlined. Distributions of bread and soup appeared inside the collieries. This practice was subject to permanent negotiations between miners, managers and the occupying forces. The uneven pace of coal production results from « food strikes » and illustrates the way the tensions focused on food issues.

Keywords

food, coal mines, Liege, occupation, bread, food restriction, World War I, soup

La question de l'alimentation des mineurs dans les entreprises en temps de guerre n'a guère été traitée dans l'historiographie¹. Ce sujet s'arrime, en réalité, à deux problématiques de recherche qui, elles, se révèlent l'objet de nombreux travaux. La première interroge l'histoire de l'alimentation dans les territoires occupés². La seconde concerne le thème de l'alimentation des populations ouvrières, en dehors même du contexte guerrier³. L'urgence alimentaire constitue la toile de fond de cette analyse. Avant le conflit, la Belgique importait une partie non négligeable de céréales de l'étranger. À la suite de l'invasion allemande à la fin de l'été 1914, une carence de ressources et de denrées, provoquée par la désorganisation de l'agriculture et du commerce et les réquisitions, menace la survie des habitants. Le Comité national de secours et d'alimentation (CNSA), dès août 1914, joue un rôle déterminant dans le ravitaillement et la distribution des secours dans la Belgique occupée⁴. Cet organisme central met en place des comités locaux qui organisent sur le terrain les distributions de denrées sur la base de tickets de rationnement et de soupe. À l'échelon local, d'autres acteurs tels que les administrations communales

1. Cette recherche se fonde sur l'exploitation de fonds d'archives d'entreprises charbonnières conservés aux Archives de l'État de Liège (désormais AEL). Voir Georges HANSOTTE, « Les archives d'entreprises et les archives des institutions publiques : le cas des Archives de l'État à Liège », in *Miscellanea : offerts à Marie-Rose Thielemans : sauvegarde et exploitation des archives d'entreprises, actes de la journée d'étude du 21 mai 1986*, Bruxelles, Archives générales du Royaume, 1987, p. 79-82.

2. Pour le premier conflit mondial, en se limitant à l'espace franco-belge, plusieurs contributions récentes éclairent ce point : Sébastien FARRÉ, *Colis de guerre. Secours alimentaires et organisations humanitaires (1914-1947)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014 ; Sophie DELHALLE, « Les œuvres de bienfaisance à Liège pendant la Première Guerre mondiale », in Christine MARÉCHAL, Claudine SCHLOSS (dir.), *1914-1918 : Vivre la guerre à Liège et en Wallonie*, Liège, Éditions du Perron, 2014, p. 255-268 ; Stéphane LEMBRÉ, *La guerre des bouches. Ravitaillement et alimentation à Lille, 1914-1919*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016 ; Luis Angel BERNARDO Y GARCIA, *Le ventre des Belges. Une histoire alimentaire des temps d'occupation et de sortie de guerre (1914-1921 & 1939-1948)* [*Studies in Belgian History*, 4, publication n° 5734], Bruxelles, Archives générales du Royaume, 2017.

3. Voir, entre autres, Michel BONNEAU, *La table des pauvres : cuisiner dans les villes et cités industrielles : 1780-1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013 ; Thomas BOUCHET, Stéphane GACON, François JARRIGE et al. (dir.), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu Éditions, 2016 ; Peter SCHOLLIERS, « Le temps consacré à l'alimentation par les familles ouvrières en Europe aux XIX^e et XX^e siècles », in Maurice AYMARD, Claude GRIGNON, Françoise SABBAN (dir.), *Le temps de manger : alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme/Institut national de la recherche agronomique, 1993, p. 111-137.

4. À propos de sa constitution, de son fonctionnement, du rôle des sections locales, nous renvoyons aux travaux de Sophie Delhalle et de Luis Angel Bernardo y Garcia cités ci-dessus.

et les associations philanthropiques jouent également un rôle⁵. Au-delà de ces entités, comment les charbonnages du bassin liégeois appréhendent-ils l'urgence alimentaire qui émerge dès les premiers jours d'occupation ? Après avoir mis en perspective la situation des houillères liégeoises et la question de l'alimentation des mineurs, cette contribution s'attache à mesurer le développement des « secours extraordinaires de guerre » puis à analyser la signification de cette question alimentaire dans l'évolution de la production charbonnière.

Un observatoire privilégié : les houillères liégeoises

Peu avant le début du conflit, le secteur charbonnier connaît d'importantes mutations. À l'aube du xx^e siècle, les entreprises répondent à la première réduction du temps de travail par une intensification de la production en misant sur la mécanisation⁶. Dans le domaine social, les lignes de front évoluent sensiblement. À l'hiver 1908, les houilleurs liégeois manifestent pour la journée de 8 heures⁷. Sous la pression de la rue, le Parlement promeut la loi du 31 décembre 1909 qui fixe la durée quotidienne du travail à 9 h 30, avant qu'elle ne soit limitée à 9 heures. La mise en œuvre du nouveau régime journalier demeure néanmoins laissée à la discrétion des patrons charbonniers, ce qui attise les tensions et génère une grève qui se généralise au bassin liégeois au début de l'année 1910. Rien que pour la période 1909-1913, 120 grèves y éclatent en moyenne chaque année, mobilisant 30 000 participants⁸. La loi du 19 mai 1914 exige l'instruction obligatoire jusqu'à 14 ans. Elle entraîne d'importantes répercussions dans l'industrie minière et figure parmi les acquis sociaux engrangés au cours de ces luttes.

5. Albert HENRY, *Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*, Paris, PUF, 1924, p. 156.

6. Voir Éric GEERKENS, *La rationalisation dans l'industrie belge dans l'Entre-deux-guerres*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2004, p. 16.

7. Joseph BONDAS, *Histoire anecdotique du mouvement ouvrier au Pays de Liège*, Liège, Éditions syndicales, 1955, p. 335 ; Léon LINOTTE, *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914 : inventaire sommaire des Archives de la Sûreté publique de la province de Liège* [Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 34], Louvain, Nauwelaerts, 1962.

8. Francine BOLLE, « L'extrême gauche syndicale dans les mouvements de grève (1919-1924), Les contestataires radicaux et la Belgique », in Anne MORELLI, José GOTOVITCH (dir.), *Contester dans un pays prospère. L'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2007, p. 37-61.

Du point de vue de l'économie belge, le secteur charbonnier conserve une place fondamentale. Pour la période 1901-1910, 275 charbonnages fonctionnent en Belgique (répartis dans les quatre bassins wallons, la production du bassin de Campine ne débutant qu'après la guerre), dont 75 dans le seul bassin de Liège⁹. Ces 75 houillères produisent, durant la même décennie, 6 289 000 tonnes de charbon (pour 24 261 000 à l'échelle wallonne) et emploient 35 207 ouvriers (sur les 139 597 mineurs wallons)¹⁰. Juste avant le premier conflit mondial, en 1913, la production annuelle nationale s'élève à 23 millions de tonnes¹¹.

Pour appréhender le sujet de recherche au cœur de cette contribution, les charbonnages du bassin liégeois constituent un observatoire privilégié. En effet, le secteur n'a pas souffert des problématiques rencontrées par la sidérurgie, la métallurgie ou encore la construction mécanique : la complexité de l'approvisionnement en matières premières, d'une part, la fermeture des débouchés, de l'autre. Malgré les difficultés inhérentes au contexte de guerre – principalement pour se procurer huiles, explosifs, câbles et divers autres matériels – et au contrôle exercé par l'occupant, les charbonnages ont fonctionné en conservant une part significative de leur population ouvrière¹². Le gouvernement belge ne prit pas ombrage des mesures imposées par l'ennemi, tant le charbon semblait indispensable à la population belge¹³. Il n'en reste pas moins que la production charbonnière a chuté de près de 60 % durant le conflit¹⁴.

9. Charles de Kerchove n'évoque, lui, que 125 charbonnages actifs au début des hostilités et occupant près de 145 000 ouvriers pour une production de 22 841 590 tonnes. Charles DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, *L'industrie belge pendant l'occupation allemande, 1914-1918* [Mis en contexte par Jean Heuclin et Didier Terrier], Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2013, p. 52.

10. « Évolution de l'industrie houillère en Belgique », *Annales des Mines de Belgique*, t. XLIV, 1943, p. 547-555.

11. Ce qui correspond, pour l'année 1913, à 7 % de la production britannique, 12 % de la production allemande, 57 % de la production française. La Belgique est alors le quatrième pays producteur européen.

12. Pascal DELOGE, Arnaud PÉTERS, « L'économie liégeoise sous l'occupation allemande : balises et itinéraires méconnus », in C. MARÉCHAL, C. SCHLOSS (dir.), *1914-1918, op. cit.*, p. 201-218.

13. Alain FORTI, « L'industrie carolorégienne sous l'occupation ou comment vampiriser une industrie prospère », in *La bataille de Charleroi, 100 ans après. Actes de Colloque (Charleroi, 22 et 23 août 1914)*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2014, p. 143-162 (voir p. 147).

14. Eugène Prost évoque une diminution de la production de deux tiers ; de Kerchove l'évalue lui à 60 % en comparant les années 1913 et 1918. Voir *Université de Liège, Ouverture solennelle des cours, le 19 octobre 1926. Discours de Monsieur le Recteur Eug. Prost, Aperçu historique de l'industrie*

L'alimentation des mineurs : quelques balises

Malgré le silence des historiens sur le thème de l'alimentation dans les entreprises durant l'occupation, quelques balises permettent de mieux cerner ce point. Pendant une bonne part du XIX^e siècle, une grande partie de la classe ouvrière ne dispose d'aucune pause pour manger durant le temps de travail¹⁵. Les mineurs échappent-ils à cette règle ? Jusqu'aux années 1870, ils disposaient d'un arrêt d'une demi-heure deux fois par jour, en corollaire du remplacement des chevaux qui travaillaient en deux équipes¹⁶. Cependant, au milieu des années 1880, l'utilisation de trois équipes de chevaux se développe et rend superflus les arrêts nécessaires dans les mines wallonnes. « Il n'existe aucun intervalle de repos dans aucune fosse, il faut casser la croûte en travaillant¹⁷ », souligne un mineur lors de l'enquête de la Commission du travail en 1886. En somme, la situation s'est aggravée vers la fin du XIX^e siècle dans le contexte de l'intensification de la production.

Que consomment les mineurs ? Vers 1900, le pain – le pain au froment, plus énergétique, a remplacé le pain de seigle – reste l'aliment principal des familles ouvrières mais sa part dans l'alimentation générale a diminué au profit de la viande et des produits laitiers. En 1890, le pain représente encore, d'après les données proposées par Peter Scholliers à propos des ménages ouvriers (non exclusivement mineurs), 60 % de l'apport calorique total, comme du reste en 1853 ; en 1910, ce chiffre tombe à 50 % et, après la Première Guerre mondiale, il atteint à peine 40 %¹⁸. À chaque détérioration de la situation économique, la consommation de pain augmente. Une enquête réalisée en 1910 par l'Institut Solvay informe plus

houillère belge, Renaix, J. Leherste-Courtin et Fils, 1927 ; C. DE KERCHOVE, *L'industrie belge pendant l'occupation allemande*, op. cit.

15. P. SCHOLLIERS, « Le temps consacré à l'alimentation par les familles ouvrières ... », op. cit.

16. Hubert BOËNS-BOISSAU, *Traité pratique des maladies, des accidents et des difformités des houilleurs*, Bruxelles, J.-B. Tircher, 1862, p. 23.

17. *Commission du travail instituée par arrêté royal du 15 avril 1886 : Réponse au questionnaire concernant le travail industriel*, I, Bruxelles, Société belge de Librairie, 1887, p. 69.

18. Peter SCHOLLIERS, « Pain et inégalités sociales aux XIX^e et XIX^e siècles », in Claude MACHEREL, Renaud ZEEBROEK (dir.), *Une vie de pain. Faire, penser et dire le pain en Europe*, Bruxelles, Martial & Crédit communal, 1994, p. 111-123, voir p. 116.

précisément sur l'alimentation des ménages ouvriers (Tableau 1)¹⁹. Le pain et la pomme de terre constituent, avec de légères différences en fonction des revenus, les principaux aliments de ces ménages.

Tableau 1. - L'alimentation dans les ménages ouvriers au début du xx^e siècle

Consommation journalière	Ressources journalières des ménages	
	moins de 5 francs	plus de 8 francs
pain	745 g	638 g
pommes de terre	855 g	695 g
beurre et graisse	52 g	63 g
viande de bœuf	47 g	65 g
viande de porc	75 g	83 g
féculents – riz et haricots	18,5 g	18 g

Dans le contexte de l'occupation, une étude pionnière, réalisée en 1917 par le docteur Albert Langelez, fournit de précieuses données²⁰. Ce travail, fondé sur des observations réalisées auprès des mineurs de la Société des charbonnages de Marcinelle-Nord, étudie d'un point de vue psychophysiologique la fatigue de l'ouvrier mineur au moment du « terrible hiver » 1917-1918. Les observations réalisées par le médecin, synthétisées dans la figure 1, illustrent les carences et privations alimentaires auxquelles sont confrontés les mineurs :

“ Le pain, ou ce qui portait ce nom, était distribué avec une extrême parcimonie. Les pommes de terre, cet autre aliment du peuple, faisaient l'objet d'un trafic éhonté et se vendaient à des prix que nous avons peine à nous imaginer aujourd'hui. La farine se débitait à quinze francs le kilogr. et au prix de quelles recherches ; la viande, pour beaucoup, était passée à l'état de souvenir²¹.

19. Résultats d'une enquête sur les budgets ouvriers menée en 1910 par l'institut Solvay, cités dans A. HENRY, *Le ravitaillement de la Belgique, op. cit.*, p. 73.

20. Albert LANGELEZ, « Un essai d'étude scientifique du travail dans les mines », *Bulletin du Service Médical du Travail*, 1^{er} octobre 1920, n° 3-4, p. 100-117.

21. *Ibid.*, p. 100.

Fig. 1. - Perte de poids et menus journaliers d'ouvriers mineurs

Ouvriers de surface	Ouvriers du fond
N. I. – 40 ans, journalier au triage Poids en 1914 : 69 kilogrammes Poids en 1918 : 51 kilogrammes Perte : 26,08 %	D. P. – 37 ans, bouveleur [de « bou- veau »] de nuit Poids en 1914 : 85 kilogrammes Poids en 1918 : 59 kilogrammes Perte : 30,5 %
Menu journalier	Menu journalier
Matin, une demi-tranche d'un pain d'un kilogramme. 8 heures : une tranche et demie d'un pain d'un kilogramme. Midi : deux tranches et demie d'un pain d'un kilogramme ; une ration de soupe. 16 heures : rien. Soir : un peu de riz sans pain, bette- raves ou choux-navets. Jamais de viande ni d'œufs	Coucher : une ration de soupe communale, une tartine d'un pain d'un kilogramme. Midi : soupe communale, une tar- tine d'un pain de deux kilogrammes, un peu de rutabagas ou de bette- raves. Soir : une tartine ou bien betteraves. Nuit : un repas de deux tartines d'un pain de deux kilogrammes.

D'après l'étude d'Albert Langelez.

Document Arnaud Péters

Le développement des « secours de guerre »

Confrontées à l'affaiblissement dramatique de la main-d'œuvre, les entreprises charbonnières liégeoises ont réagi en instituant des « secours extraordinaires de guerre ». Ce soutien s'intègre dans un discours entrepreneurial qui se répercute alors dans de nombreux conseils d'administration : les houillères liégeoises maintiennent une activité industrielle et commerciale afin, lit-on, de donner du travail à la population ouvrière et ainsi lui permettre de subvenir à ses besoins, surtout alimentaires²².

L'aide apportée par les entreprises à la population ouvrière s'exprime d'abord par un soutien aux organismes de secours. Au début de l'année 1915, le CNSA (province de Liège) obtient le concours des entreprises charbonnières

22. AEL, *Gosson-Kessales*, 624 : conseil d'administration (25 février 1915).

liégeoises réunies au sein de l'Union des charbonnages, mines et usines métallurgiques de la province de Liège. À titre d'exemple, la Société anonyme (SA) des charbonnages réunis de la Concorde y souscrit 150 parts de 100 francs chacune. Les charbonnages financent également les comités locaux d'alimentation. Celui de Vottem reçoit le soutien de la SA de la Grande Bacnure qui consent à souscrire un prêt de 20 000 francs²³. Cette attitude n'est toutefois pas unanime : en mai 1916, le conseil d'administration de la SA des charbonnages d'Abhooz renonce à aider un comité local, ce qui indique que le soutien s'accorde au cas par cas²⁴.

Outre cet appui financier aux comités de secours, plusieurs entreprises créent, dans l'enceinte du charbonnage, un magasin alimentaire. Les premières traces de ce type d'investissement remontent à 1916. L'idée consiste à simplifier l'achat de denrées par les ouvriers. Bien entendu, du fait de la pénurie, ces magasins ne ciblent que certaines denrées et rencontrent des difficultés pour mettre à disposition les fournitures. La nature des produits mis en vente ou les questions techniques liées à l'approvisionnement ou à la conservation des denrées ne sont guère documentées dans les archives. Il est également délicat d'y voir clair sur les prix définis par les entreprises. Au charbonnage du Gosson-Lagasse, les ventes s'effectuent à prix coûtant, donc sans bénéfice pour l'entreprise, mais l'on se félicite de l'installation d'une échoppe : « le chiffre journalier des ventes à notre personnel qui dépasse 1 270 francs, suffit à montrer l'opportunité de cette innovation²⁵ ». Cette satisfaction dépasse la simple philanthropie et fait probablement écho à un objectif inavoué : le renforcement de la cohésion entrepreneuriale. Cependant, ce n'est pas la norme. Au charbonnage de Bonne-Espérance, Batterie et Violette, on consent de fortes réductions sur le prix de vente, ce qui engendre un déficit²⁶. Au charbonnage de Bonne-Fortune, on reconnaît en revanche vendre « au prix le plus réduit possible²⁷ » les marchandises accessibles dans le commerce libre. Derrière l'objectif louable, se cachent des bénéfices qui sont dévoilés dans les rapports officiels. Pour l'exercice 1916-1917, les revenus issus de cette activité

23. AEL, *Grande-Bacnure*, pièces relatives aux assemblées générales, 372-374.

24. « L'entreprise subventionne déjà beaucoup d'œuvres et, d'autre part, ayant organisé un service d'alimentation pour ses ouvriers. », *Ibid.*, Abhooz, conseil d'administration (30 mai 1916).

25. *Ibid.*, 27, assemblée générale sur l'exercice 1916 (16 avril 1917).

26. *Ibid.*, Bonne-Espérance, Batterie et Violette, 32 : assemblée générale (2 avril 1917).

27. *Ibid.*, Espérance et Bonne-Fortune, 33-37 : assemblée générale (24 juillet 1917).

commerciale s'élèvent à 716 260 francs. En juillet 1918, le conseil d'administration évoque un magasin qui fonctionne « à son entière satisfaction²⁸ ».

Les magasins alimentaires ne sont en réalité qu'un dispositif parmi d'autres – déjà aperçus ponctuellement avant le conflit – pour améliorer le sort d'une main-d'œuvre affaiblie par les privations. L'analyse des comptes et bilans des entreprises permet de mettre en évidence le développement de budgets spécifiques dénommés « secours (extraordinaires) de guerre ». Les archives de la SA du Horloz révèlent les dépenses entrant sous cette appellation²⁹. Pour la période d'août 1914 à juillet 1916 (période A), les secours de guerre sont évalués à 336 550 francs³⁰. Pour la seconde période de juillet 1916 à juin 1917 (période B), ce montant s'évalue à 174 115 francs. La plus grande part des secours de guerre est alors dirigée vers les comités de secours [période A = 36 % ; période B = 44,6 %]. On peut ensuite identifier les secours aux prisonniers qui représentent des montants très faibles [moins de 0,2 % pour les deux périodes] et, surtout, aux femmes d'ouvriers partis au front [15 % pour les deux périodes]. Ensuite, se trouvent des avantages pour les locataires de logements appartenant à l'entreprise : éclairage, voire loyer gratuit [1 % et 26 % pour la période A ; 0,5 % et 5,9 % pour la période B]. L'entreprise offre ou vend du pain [4 % pour la période A ; 1,8 % pour la période B], des denrées [2 % pour la période A ; 0,4 % pour la période B], de la soupe [10,9 % pour la période B]. Elle distribue également du charbon [12 % pour la période A ; 10,19 % pour la période B], pratique largement répandue³¹. Enfin, on distingue les secours aux chefs de famille et pour le chômage involontaire [4,3 % et 2,2 % pour la période B]³².

28. *Ibid.*, assemblée générale (23 juillet 1918). La pratique, concluante, sera d'ailleurs prolongée après la guerre via la création d'une société coopérative « Les magasins économiques ». *Ibid.*, assemblée générale (22 juillet 1919).

29. « Notre société peut, à bon droit, revendiquer l'honneur de toutes les initiatives généreuses en vue de secourir ses ouvriers auxquels elle s'est efforcée de donner du travail, mais surtout les nécessiteux de la population en général frappés par les événements surprenants de cette horrible guerre. Le seul énoncé de nos sacrifices dispense de tout commentaire », *Ibid.*, Gosson-Kessales, 98 : assemblée générale (14 septembre 1916).

30. Pour donner une échelle de comparaison, ce montant correspond à 8,45 % du montant total des salaires versés pour la même période.

31. *Ibid.*, 387 : rapport d'exploitation (février 1916).

32. À cela s'ajoute un poste « divers » pesant 3 % pour la période A et 3,6 % pour la période B.

Il est possible de comparer par houillère la part budgétaire réservée aux divers comités de secours. À la SA de Basse-Ransy, l'investissement est comparable à celui du Horloz avec une même tendance à la hausse [29,8 % pour l'année 1916 ; 42,67 % pour 1917]. À la Grande-Bacnure, les chiffres s'envolent en 1916-1917 [26,8 % pour 1915-1916 ; 81,6 % pour 1916-1917]. En ce qui concerne les secours aux femmes d'ouvriers soldats, les pourcentages sont importants à la SA de Basse-Ransy [30 % pour 1916 ; 18 % pour 1917]. Enfin, une part importante des fonds [20 % pour 1916 ; 35,4 % pour 1917] est consacrée dans ce charbonnage à un poste « Perte sur alimentation » qui semble signifier que des denrées étaient offertes ou vendues à perte aux ouvriers. Cette rubrique existe également à la Grande-Bacnure et représente successivement 10 % [1915-1916], 14,9 % [1916-1917] puis 63 % [1917-1918] des secours de guerre.

L'examen de ces pourcentages révèle la part importante, et croissante au fil du conflit, des budgets consacrés au soutien des comités de secours. Cependant, des dispositifs internes se développent en complément, notamment sur le front alimentaire. Pour comprendre la vocation alimentaire des secours qui prennent la forme de distributions de soupe et de pain, il convient de dépasser l'examen des bilans pour se plonger dans la vie quotidienne des ouvriers dans les charbonnages liégeois. Dans certains d'entre eux, comme à Patience et Beaujonc ou au charbonnage des Français, la soupe est spontanément offerte aux ouvriers de surface dès l'automne 1915³³. Au charbonnage de La Haye, le personnel du fond bénéficie de cette mesure à la fin de l'été 1916. La soupe est le plus souvent distribuée en ration de trois quarts de litre. Au charbonnage de Gosson-Lagasse, on estime la dépense mensuelle liée à cette distribution à 7 500 francs. Naturellement, le coût unitaire des rations de soupe subit une inflation importante au fil du conflit et à cause des difficultés d'approvisionnement³⁴. Composés pour l'essentiel de graisse et de féculents, les potages sont produits dans les charbonnages. À l'été 1917, l'affaire de la « soupe allemande » remet en question le mode opératoire : soucieuse de maintenir la production charbonnière, l'autorité occupante prescrit aux patrons charbonniers d'offrir à chaque mineur un litre de soupe quotidien et d'équiper

33. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 394 : rapport d'exploitation (septembre 1916).

34. « La soupe distribuée gratuitement aux ouvriers coûtait 12 centimes par ration de 8 décilitres. Elle coûte maintenant 15 centimes pour 5 décilitres », *Ibid.*, 408 : rapport d'exploitation (exercice 1917).

les houillères d'une « cuisine convenable » destinée à la préparation du repas à partir de denrées « fournies par l'occupant ». Il semblerait qu'au charbonnage du Horloz, on refuse de répondre à l'injonction, en menaçant à l'occasion de fermer l'usine, au prétexte que les ouvriers recevaient la soupe des organisations de secours existantes³⁵. Ailleurs, les directeurs de charbonnages intègrent la soupe communale au sein du charbonnage ou mettent à disposition, à l'extérieur de l'établissement, des locaux permettant la distribution. Ces pratiques expriment la volonté patronale de ne pas se soumettre à la *Bergverwaltung*, l'administration d'occupation en charge des questions minières. Elle pourrait être assimilée à une forme de résistance passive à l'occupant.

En matière de pain, le CNSA fixe les rations officielles. Au tout début des hostilités, la part quotidienne est fixée à 400 gr. par personne. Cependant, dès septembre 1914, elle est déjà rabaissée à 250 gr. dans la plupart des villes et communes de la province de Liège³⁶. Les mineurs avaient l'habitude de privilégier cet aliment qui se consomme froid, sans préparation, et qui s'avère d'un transport et d'une conservation faciles. Cependant, l'insuffisance de la ration ordinaire les prive subitement de cet aliment sacré. En 1915, un patron charbonnier du Hainaut prend l'initiative de distribuer aux ouvriers travaillant dans ses charbonnages un supplément hebdomadaire d'un à deux kilogrammes de pain, grâce à des provisions de froment indigène. Face aux réclamations suscitées dans les charbonnages voisins, le CNSA consent à accorder à partir du 1^{er} juillet 1915 à tous les ouvriers mineurs des bassins carolorégien et liégeois une ration supplémentaire d'un kilogramme³⁷. La distribution de pain devient récurrente dans les houillères. À la fin de l'été 1916, l'occupant, soucieux de récompenser les ouvriers qui travaillent à son bénéfice, s'immisce sur le terrain de la distribution du pain. Dans le contexte de la pénurie de pommes de terre, le gouverneur général Von Bissing décide d'accorder (à partir du 1^{er} septembre 1916) aux ouvriers industriels une ration supplémentaire de 100 gr. par jour. Lors de la crise de l'hiver 1917-1918, le CNSA devient incapable de fournir par tête les 250 gr. de pain ; il doit négocier avec l'occupant pour réduire temporairement la ration prévue. Le gouverneur général en profite pour bouleverser le système en vigueur : il fixe le taux

35. *Ibid.*, 100 : conseil d'administration sur 1916-1917 (24 juillet 1917).

36. A. HENRY, *Le ravitaillement de la Belgique*, op. cit., p. 19-20.

37. *Ibid.*, p. 84-85.

maximum de la ration ordinaire et attribue des rations supplémentaires aux ouvriers travaillant pour l'occupant. Soucieux de privilégier une répartition plus générale, le CNSA parvient, grâce à un accord avec les puissances neutres (Espagne et Hollande, partenaires du ravitaillement après l'entrée en guerre des États-Unis), à déjouer la tactique allemande et consent à proposer, outre la ration ordinaire pour tous, un supplément de 70 gr. pour les ouvriers et de 140 gr. pour les femmes enceintes, les mères nourrices et les tuberculeux. À nouveau, une forme de résistance passive aux injonctions allemandes semble s'exprimer.

Une production contrariée par la question alimentaire

Fig. 2. - Production brute de charbon, en tonnes (janvier 1914-décembre 1918)

Graphique réalisé grâce à l'analyse systématique des rapports de production des charbonnages du Horloz, des Six Bonniers et d'Espérance et Bonne-Fortune conservés aux AEL.

Document Arnaud Péters

La figure 2 compare les courbes de production dans trois charbonnages pendant le conflit : Horloz (Tilleur), Six Bonniers (Seraing), Espérance et Bonne-Fortune (Montegnée). Les trois courbes montrent une tendance

similaire à la saccade³⁸. Parmi les fortes baisses identifiées dans la production, celle d'août 1914 n'appelle pas de longs commentaires. Comme la plupart des établissements industriels, les charbonnages sont à l'arrêt pendant une bonne partie de ce mois marqué par l'invasion allemande. Une seconde dépression générale, moins spectaculaire toutefois, peut être mise en rapport avec l'arrêté du gouverneur général du 26 avril 1915. Cet acte signait la prise de possession par la *Kohlenzentrale*, sorte de syndicat auquel durent s'affilier tous les producteurs belges de charbon, de tous les charbons en stock et de toute la production à venir. L'organe était chargé de répartir les charbons et d'en régler le commerce. Selon l'expression consacrée, à partir de cet acte, « on n'extrait plus que pour l'envahisseur ». La baisse de production, qu'on est tenté d'associer à cette prise de contrôle de l'occupant mal ressentie dans le bassin liégeois, paraît néanmoins provisoire. Enfin, la crise de l'hiver 1917-1918 semble se refléter dans ce graphique.

Au-delà de ces observations générales, il est possible d'analyser au plus près l'évolution de la production charbonnière grâce aux rapports mensuels et annuels d'exploitation. Une évidence frappe l'esprit : la récurrence du phénomène des grèves. La dégradation considérable des conditions de vie explique en bonne partie ces mouvements d'arrêts de travail. Juste avant le conflit, les salaires des mineurs avaient fait l'objet de réductions sensibles que le patronat justifia par des difficultés économiques. Au charbonnage de Gosson-Lagasse, par exemple, les salaires sont successivement réduits de 5 % en janvier puis en juillet 1914. Peu après le déclenchement du conflit, en septembre, une réduction drastique de... 30 % est opérée provisoirement et justifiée par le « fait de la guerre³⁹ ». Pour une main-d'œuvre faisant face à la pénurie alimentaire, cette situation semble insoutenable⁴⁰. Elle génère d'ailleurs un important taux « d'absentéisme » que le patronat n'a de cesse de regretter⁴¹.

38. L'étude privilégie ces trois charbonnages car leurs rapports proposaient des données systématiques de production durant les mois du conflit.

39. AEL, Gosson-Kessales, 373 : rapport d'exploitation (exercice 1914).

40. L'évolution des salaires doit s'apprécier au cas par cas et sur un temps plus long. À titre d'exemple, au charbonnage de Bonne-Espérance, Batterie et Violette, le salaire d'avril 1918 correspond à 176 % de son niveau de juillet 1914. *Ibid.*, Bonne-Espérance, Batterie et Violette, 34 : assemblée générale (7 avril 1918).

41. Il atteint 66 % du personnel en 1916. *Ibid.*, 406 : rapport d'exploitation (exercice 1917).

Le premier épisode de grève, qui correspond à une diminution importante de la production charbonnière, intervient en mai 1915 (Fig. 2) et s'accompagne de l'organisation de marches pour la faim. Au charbonnage des Six-Bonniers, on signale une grève (du 20 au 22 mai) fomentée par des « éléments étrangers », autrement dit des mineurs venus d'établissements concurrents⁴². Ce mouvement demande l'augmentation des salaires et la diminution du prix des denrées alimentaires. À la société de Gosson-Lagasse, on attribue à ce débrayage « un caractère particulièrement violent⁴³ ». La direction réagit à la double revendication par une augmentation des salaires de 5 % et par le doublement de la ration réglementaire de pain :

« Le lundi 31 mai, nous avons pu procéder à une distribution de pains réservés aux ouvriers du fond. Le nombre de ces distributions augmenta progressivement jusqu'à obtenir 2 fois par semaine la quantité de pain correspondante au chiffre du personnel occupé tant au fond qu'à la surface⁴⁴.

Prise par les patrons charbonniers, le CNSA et les autorités communales, la décision d'importer depuis Maastricht 30 000 pains par jour, permit d'assurer ces distributions. Ce pain des Pays-Bas devient la norme du secours alimentaire. Des grèves de moindre ampleur, directement liées à la problématique de la distribution de ces pains des Pays-Bas confiée aux administrations communales, sont également signalées en avril 1916⁴⁵. Il s'agit à nouveau d'un élément qui éclaire la chute de la production (Fig. 2). Entre les directeurs d'établissement et l'occupant, les relations demeurent difficiles. On n'hésite pas, dans les conseils d'administration, à dénoncer explicitement la stratégie de l'occupant ou à refuser ses injonctions, même lorsqu'elles ont pour vocation de soulager la population ouvrière⁴⁶. Une autre baisse spectaculaire est identifiable entre septembre et novembre 1916 (Fig. 2). Entre autres éléments d'explication, il semble pertinent de l'associer à un mouvement de protestation qui touche, à partir de Seraing, une

42. *Ibid.*, Six-Bonniers, 6 : rapport sur l'exploitation (mai 1915).

43. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 26 : conseil d'administration sur l'exercice 1915 (17 avril 1916). Ces mineurs provenaient des charbonnages de la société d'Ougrée-Marihaye (Seraing).

44. *Ibid.*, 385 : rapport d'exploitation (exercice 1915).

45. *Ibid.*, 387 : rapport d'exploitation (février 1916).

46. Ainsi, certains refusent de se plier à la prescription d'opérer des distributions de soupe. *Ibid.*, 100 : documents relatifs aux assemblées générales (1916-1917).

partie des charbonnages du bassin liégeois. À nouveau, la revendication, exprimée à la fin du mois de septembre, renvoie au problème alimentaire : « Les ouvriers réclament du pain supplémentaire, du beurre, des pommes de terre, de la soupe, une augmentation des salaires⁴⁷. » Les huit premiers jours du mois d'octobre sont fortement perturbés par ce mouvement⁴⁸. Évoquée plus haut, la création de magasins alimentaires dans les charbonnages paraît comme une réaction patronale à ces événements.

En février 1917, c'est en réaction à une diminution de la ration de pain que des délégations de mineurs de fond partent en grève⁴⁹. Au charbonnage de Gosson-Lagasse, après ces nouvelles privations, le personnel se trouve dans un état de « profonde dépression physique et morale⁵⁰ ». Au charbonnage de la Concorde, où le mécontentement touche un puits (Concorde, du 15 au 17 février) puis l'autre (Corbeau, du 23 au 27 février), les mineurs demandent une diminution du nombre d'heures de présence à la mine, justifiée par l'insuffisance de l'alimentation⁵¹. La réaction patronale porte à nouveau, d'une part, sur les salaires et, de l'autre, sur l'alimentation. Une distribution quotidienne de soupe est annoncée. Actée dans plusieurs charbonnages, l'augmentation ponctuelle des salaires ne suffit pas à apaiser les demandes relatives à une seconde distribution de soupe. Le printemps 1917 est marqué par une grève de plusieurs jours fin avril liée « à l'alimentation insuffisante⁵² ». Nombre de mineurs sous-alimentés chôment ; d'autres, attirés par les avantages réservés aux familles d'ouvriers, rejoignent des entreprises allemandes. La situation s'améliore à l'été, notamment grâce à la distribution de pommes de terre. Cependant, en fin d'année, à l'approche d'un hiver qui se révèle « terrible », les conditions matérielles se détériorent encore. Le « pain fraudé », composé à partir de farine de pomme de terre ou d'épeautre, voire de sciure ou de fourrage,

47. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 394 : rapport d'exploitation (septembre 1916).

48. *Ibid.*, 395 : rapport d'exploitation (janvier 1918).

49. *Ibid.*, Six Bonniers, 6 : rapport sur l'exploitation (février 1917).

50. « À partir du 15 février, la ration journalière de pain est passée de 400 à 300 gr, la ration supplémentaire des ouvriers du fond tombe de 140 à 100 gr. Un peu plus tard la portion de soupe est réduite de 80 à 50 centilitres. Ces mesures, particulièrement graves pour le ravitaillement des ménages ouvriers, ne tardent pas à produire leurs effets ; les chômages pour manque de pain deviennent fréquents. Des grèves éclatent dans certains charbonnages. » *Ibid.*, 408 : rapport d'exploitation (exercice 1917).

51. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 624 : conseil d'administration (18 avril 1917).

52. *Ibid.*, Six Bonniers, 6 : rapports sur l'exploitation (avril et mai 1917).

apparaît sur le marché noir et conduit les prix à s'envoler⁵³. Des « grève-lettes » sont signalées dans plusieurs charbonnages liégeois (Patience et Beaujonc, Bois d'Avroy, Marihaye) en janvier 1918⁵⁴. En février 1918, la *Bergverwaltung* annonce son intention, pour augmenter la productivité et la régularité du personnel, de faire livrer dans les charbonnages des rations supplémentaires de haricots blancs, de pois, de chicorée mais également de céréales et de cigarettes⁵⁵. Les patrons charbonniers liégeois refusent ces colis au prétexte que ces produits sont peu demandés et surtout qu'ils existent dans leurs magasins alimentaires.

La « grande grève » des mineurs liégeois, selon les termes employés dans les conseils d'administration, constitue, en mars 1918, un autre événement, plus intense, motivé par la problématique alimentaire. Elle se déclenche après la décision du CNSA, postérieurement au naufrage d'un navire de ravitaillement, de faire passer la ration journalière de pain de 333 à 255 grammes⁵⁶. Vers le 19 mars, la grève se propage dans les charbonnages du bassin liégeois. L'autorité allemande veille à rassurer : elle se charge de fournir quotidiennement aux mineurs les 78 grammes de pain que la décision du CNSA leur retire. Au charbonnage de Gosson-Lagasse, ces rations complémentaires sont distribuées le 26 mars. Comme la grève perdure, la direction décrète une distribution de soupe (trois quarts de litre par mineur). Au charbonnage de Bonne-Espérance, Batterie et Violette, on réagit aussi à la gravité de la pénurie par une distribution de « soupe améliorée au moyen d'os et pour le mineur de fond augmentée de 50 gr. de viande hachée de qualité⁵⁷ ».

Partout, le calme revient à la fin du mois, l'occupant menaçant les grévistes de répression. Les ouvriers présents dans les charbonnages au moins 21 jours par mois sont récompensés par du pain de guerre, voire des sabots et des chaussures. Au printemps 1918, la *Bergverwaltung* relance, avec plus de succès, le projet de livrer aux ouvriers des colis de légumes⁵⁸.

53. AEL, Gosson-Kessales, 408 : rapport d'exploitation (exercice 1917).

54. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 409 : rapport d'exploitation (janvier 1918).

55. *Ibid.*, 410 : rapport d'exploitation (février 1918).

56. *Ibid.*, Six Bonniers, 6 : rapport sur l'exploitation (mars 1918) ; *Ibid.*, Gosson-Kessales, 28 : rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale (exercice 1918, 22 avril 1919) ; *Ibid.*, 411 : rapport d'exploitation (mars 1918).

57. *Ibid.*, Bonne-Espérance, Batterie et Violette, 33 : rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale (1^{er} avril 1918).

58. *Ibid.*, Gosson-Kessales, 412 : rapport mensuel d'exploitation (avril 1918).

Les récompenses se poursuivent, pour les ouvriers jugés méritants, sous la forme de petits pains⁵⁹. Les rapports de production mentionnent d'autres conflits, de plus faibles ampleurs, durant les derniers mois d'occupation. En juin puis en août 1918, un bras de fer s'engage entre les mineurs et la *Bergverwaltung* autour de la question, incontournable, des vivres. L'annulation de rations spéciales de pommes de terre promises par l'occupant figure en tête de la liste des griefs :

“ Cette situation crée beaucoup de mauvaise humeur dans un monde ouvrier habitué depuis plusieurs années à voir l'autorité occupante céder plus ou moins à tous ses caprices. Je ne veux pas d'ailleurs en parlant ainsi dire que la situation matérielle des ménages ouvriers ne soit pas excessivement pénible⁶⁰.

Jusqu'à l'arrivée des pommes de terre hâtives à la fin du mois d'août, des compensations sont distribuées sous forme de « miches », c'est-à-dire de petits pains ronds.

Perspectives

L'analyse des archives d'entreprises charbonnières met en évidence deux phénomènes majeurs. Le premier réside dans la constitution de budgets spéciaux destinés au soutien d'une population ouvrière frappée de plein fouet par la sous-alimentation. Les secours de guerre prennent plusieurs formes : avantages en nature (distribution de charbon), aménagement des charges locatives, dons aux familles ou aux comités de secours et d'alimentation, vente de denrées à prix avantageux dans les magasins alimentaires, distribution de soupes et pains, etc. Cette politique patronale s'intègre dans le contexte de contraintes multiples liées à l'occupation⁶¹. Extraordinaires, les secours n'eurent qu'un temps. Dès les lendemains du conflit, les administrateurs de la société de Gosson-Lagasse regrettent les effets pernicieux de la pratique : « Les secours aux chômeurs institués pendant la guerre pour des motifs bien respectables, risquaient d'autre part, de faire bien

59. *Ibid.*, 413 : rapport mensuel d'exploitation (mai 1918).

60. *Ibid.*, 414 : rapport mensuel d'exploitation (juillet 1918) et 415 (août 1918).

61. Antoon VRINTS, « Sociaal protest in een bezet land: voedseloproer in België tijdens de Eerste Wereldoorlog », in *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 124 (1), 2011, p. 30-47.

du tort désormais⁶². » Pour les dirigeants, les ouvriers ont perdu « l'habitude du travail ». Le dialogue social s'annonce ardu dans l'immédiat après-guerre ; le fait syndical connaît de profondes mutations dans un contexte international très mouvementé⁶³.

La pratique visant à alimenter les mineurs au sein des charbonnages demeure l'objet de négociations permanentes entre travailleurs, comités de secours, directions des houillères et autorité occupante. En réalité, la question de l'alimentation des mineurs révèle de multiples enjeux stratégiques éclairant les positions de ces acteurs qui, quelquefois, semblent se renvoyer les responsabilités. Les propos tenus par les administrateurs des charbonnages du Horloz illustrent cette dernière observation :

« L'ouvrier sent très bien ce qu'il lui manque. La soupe en elle-même est chose bonne, mais insuffisante. C'est le repas du fond qu'il faut assurer et pour le faire, il demande pommes de terre, pain et graisse. Nulle intervention patronale sous forme d'argent ne peut avoir de signification ou d'effet utile. Il importe de bien s'en pénétrer et de ne pas croire que rien de réel ne sera acquis sans vivres. Il faut qu'il reconstitue ses cellules et s'il n'a pas de nourriture tout l'or du monde ne saurait le soulager. Le Comité national doit s'élever à la hauteur de sa grande tâche, s'il ne le peut, c'est la mort de la population. Les chefs d'industrie n'y sont pas responsables. Ils assisteront impuissants à cette déchéance humaine et, eux-mêmes, ils n'en seront pas exempts⁶⁴.

139 —

La multiplication de grèves auxquelles on peut accoler l'adjectif « alimentaires » constitue le second phénomène souligné. Les mineurs peuvent être assimilés aux porte-voix de l'urgence alimentaire sous l'occupation. Fortement coalisée au cours des conquêtes sociales du début du xx^e siècle, la profession recourt régulièrement à la menace de l'arrêt de la production dans le contexte de la sous-alimentation. On peut dès lors considérer que les grèves associées à la revendication alimentaire constituent un facteur essentiel à prendre en compte dans l'explication de la diminution de la production houillère durant la guerre. À la sous-alimentation des mineurs,

62. AEL, Gosson-Kessales, 416 : rapport d'exploitation (septembre 1918).

63. Francine BOLLE, « Les effets de la Première Guerre mondiale sur le mouvement syndical en Belgique », in *La bataille de Charleroi, op. cit.*, p. 163-182.

64. AEL, Gosson-Kessales, 100 : conseil d'administration (15 mai 1917).

les patrons charbonniers répondirent par une stratégie d'apaisement. En temps de guerre, le secours alimentaire permet de conserver autant que possible une main-d'œuvre accablée. Cette pratique s'inscrit du reste dans une forme bien connue de paternalisme visant à bien soigner ses ouvriers et, surtout, à continuer à réaliser certains bénéfices. Quant aux Allemands, en fin de conflit, ils tentent de remédier à coups de pains et de légumes aux carences de la productivité charbonnière.

L'auteur

Né en 1979, **Arnaud Péters** intègre en 2007 l'équipe du Centre d'histoire des sciences et des techniques (CHST) de l'Université de Liège au sein de laquelle il participe aux recherches liées à la réhabilitation des friches industrielles wallonnes, tout en se spécialisant dans le domaine de l'histoire de la pollution industrielle. Ses recherches actuelles l'amènent à interroger les pratiques industrielles sous l'angle de leurs impacts environnementaux. Contact : Arnaud.Peters@uliege.be